

Burundi : le parti au pouvoir embarrassé par une vidéo de sa ligue de jeunes

@rib News, 05/04/2017 – Source AFP Le parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, a tenté mercredi de se démarquer d'une vidéo montrant des membres de sa ligue de jeunesse, les Imbonerakure, menaçant dans des chants de mettre enceinte des opposantes, l'opposition dénonçant un "appel au viol". Dans cette vidéo, des centaines de jeunes apparaissent dans une pose martiale, en rangs et portant des tee-shirts de couleur différente selon leur section. Ils chantent en kirundi, la langue nationale: "engrossez les opposantes, (pour) qu'elles enfantent des Imbonerakure".

Interrogé par l'AFP, Charles Nditije, président du Cnared, la coalition regroupant la quasi-totalité de l'opposition burundaise, a dénoncé "un appel au viol massif des femmes de l'opposition". De nombreux hauts cadres du CNDD-FDD avaient d'abord qualifié de "montage grossier", attribué à l'opposition, cette vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux. Mais mercredi, le parti a dû en reconnaître l'authenticité. Depuis quelques jours, "un document audiovisuel circule sur les réseaux sociaux montrant des jeunes (Imbonerakure, ndlr) de la province Kirundo à Ntega qui se rencontraient pour échanger les vœux de 2017", a écrit Nancy-Ninette Mutoni, la secrétaire nationale chargée de l'Information et de la Communication du CNDD-FDD, dans un communiqué. "Malheureusement, contrairement aux idéaux du CNDD-FDD, certains jeunes ont entonné une chanson qui ne concorde ni avec les mœurs ni avec l'idéologie du parti CNDD-FDD", a-t-elle regretté. Le parti condamne donc "avec la dernière énergie cet écart de langage", a-t-elle ajouté, promettant que les coupables seraient "sanctionnés" dès que les responsabilités auraient été établies. Mme Mutoni met cette vidéo sur le compte d'une "influence externe au parti" qui aurait "l'intention de nuire". Elle ne précise cependant pas si elle fait allusion à l'enregistrement de la vidéo ou à sa diffusion sur les réseaux sociaux. La réaction du CNDD-FDD intervient alors que, depuis deux jours, de nombreux opposants s'étaient emparés du sujet sur les réseaux sociaux, accusant les Imbonerakure "de se montrer sous leur vrai visage" ou d'avoir "échappé à tout contrôle". Les Imbonerakure sont sur la sellette depuis le début de la grave crise que traverse le Burundi, déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Ce groupe, qualifié de milice par l'ONU, malgré les dénégations de Bujumbura, est accusé par les ONG locales, internationales et l'ONU d'être responsable, aux côtés de la police, des services secrets et de l'armée, des graves violations des droits de l'homme commises depuis avril 2015, dont de nombreux cas de viols. Ces violences ont fait entre 500 morts, selon l'ONU, et 2.000 selon les ONG. Des centaines cas de torture et de personnes disparues ont également été recensés, et quelque 400.000 personnes ont quitté le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});